

Piketty T., 2013, *Le capital au XXIe siècle*, Seuil, Coll. « Les livres du nouveau monde », 970p.

INTRODUCTION

#méthode #capitalisme

« les réponses apportées sont imparfaites et incomplètes. Mais elles se fondent sur des données historiques et comparatives beaucoup plus étendues que tous les travaux antérieurs, portant sur trois siècles et plus de vingt pays, et sur un cadre théorique renouvelé permettant de mieux comprendre les tendances et les mécanismes à l'œuvre. La croissance moderne et la diffusion des connaissances ont permis d'éviter l'apocalypse marxiste, mais n'ont pas modifié les structures profondes du capital et des inégalités ou tout du moins pas autant qu'on a pu l'imaginer dans les décennies optimistes de l'après-Seconde Guerre mondiale. Dès lors que le taux de rendement du capital dépasse durablement le taux de croissance de la production et du revenu, ce qui était le cas jusqu'au XIXe siècle et risque fort de redevenir la norme au XXIe siècle, le capitalisme produit mécaniquement des inégalités insoutenables, arbitraires, remettant radicalement en cause les valeurs méritocratiques sur lesquelles se fondent nos sociétés démocratiques. Des moyens existent cependant pour que la démocratie et l'intérêt général parviennent à reprendre le contrôle du capitalisme et des intérêts privés, tout en repoussant les replis protectionnistes et nationalistes. Ce livre tente de faire des propositions en ce sens, en s'appuyant sur les leçons de ces expériences historiques. » P15-16

#accumulation #infinie

« Certes, il existe en principe un mécanisme économique fort simple permettant d'équilibrer le processus : le jeu de l'offre et de la demande. Si un bien est en offre insuffisante et si son prix est trop élevé, alors la demande pour ce bien doit baisser, ce qui permettra de calmer le jeu. Autrement dit, si les prix immobiliers ou pétroliers augmentent, il suffit d'aller habiter à la campagne, ou bien d'utiliser le vélo (ou les deux à la fois). Mais outre que cela peut être un peu désagréable et compliqué, **un tel ajustement peut prendre plusieurs dizaines d'années, au cours desquelles les propriétaires des immeubles et du pétrole peuvent accumuler des créances tellement importantes vis-à-vis du reste de la population qu'ils se retrouveront à posséder durablement tout ce qu'il y a à posséder, y compris la campagne et les vélos.** » p23

#accumulation #infinie #croissance #faible

« **Dès lors que le taux de croissance de la population et de la productivité est relativement faible, les patrimoines accumulés dans le passé prennent une importance considérable, potentiellement démesurée et déstabilisatrice pour les sociétés concernées.** Autrement dit, une croissance faible ne permet d'équilibrer le principe marxiste d'accumulation infinie : il en résulte un équilibre qui n'est pas aussi apocalyptique que celui prévu par Marx, mais qui n'en est pas moins assez perturbant. L'accumulation s'arrête à un point fini, mais ce point peut être extrêmement élevé et déstabilisant. » p29-30

#fonction #impôt

« L'impôt n'est pas seulement une façon de mettre à contribution les uns et les autres pour le financement des charges publiques et des projets communs, et de répartir ces contributions de la manière la plus acceptable possible ; il est aussi une façon de produire des catégories, de la connaissance et de la transparence démocratique. » p32-33

#convergence #diffusion #connaissances #ouverture

« Commençons par les mécanismes poussant vers la convergence, c'est-à-dire allant dans le sens de la réduction des inégalités. La principale force de convergence est le processus de diffusion des connaissances et d'investissement dans les qualifications et la formation. Le jeu de l'offre et de la demande ainsi que la mobilité du capital et du travail, qui en constitue une variante, peuvent également œuvrer en ce sens, mais de façon moins forte, et souvent de façon ambiguë et contradictoire. Le processus de diffusion des connaissances et des compétences est le mécanisme central qui permet à la fois la croissance générale de la productivité et la réduction des inégalités, à l'intérieur des pays comme au niveau international, comme l'illustre le rattrapage actuel des pays riches par une bonne partie des pays pauvres et émergents, à commencer par la Chine. **C'est en adoptant les modes de production et en atteignant les niveaux de qualification des pays riches que les pays moins développés rattrapent leur retard de productivité et font progresser les revenus. Ce processus de convergence technologique peut être favorisé par l'ouverture commerciale, mais il s'agit fondamentalement d'un processus de diffusion des connaissances et de partage du savoir – bien public par excellence -, et non d'un mécanisme de marché.** » p 47-48

#explosion #haut #rémunérations

« Nous verrons que cette évolution spectaculaire correspond pour une large part à **l'explosion sans précédent des très hauts revenus du travail**, et qu'elle reflète avant tout un phénomène de sécession des cadres dirigeants des grandes entreprises. Une explication possible, qui me semble plus plausible, et dont nous verrons qu'elle est nettement plus cohérente avec les faits observés, est que les cadres dirigeants sont dans une large mesure en capacité de fixer leur propre rémunération, parfois sans aucune retenue et souvent sans relation claire avec leur productivité individuelle, au demeurant très difficile à estimer au sein d'organisations de grande taille. » p 52-53

#capital #revenu

Rapport capital/revenu (Allemagne, France, Uk) : de 700% entre 1870-1900 à 300-500% en 1930, 200-300% en 1950 et 400-600% aujourd'hui. P54

#divergence #inégalités #concentration #patrimoine

« Le processus d'accumulation et de répartition des patrimoines contient en lui-même des forces puissantes poussant vers la divergence, ou tout au moins vers un niveau d'inégalités extrêmement élevé. Il existe également des forces de convergence, qui peuvent fort bien l'emporter dans certains pays ou à certaines époques, mais les forces de divergence peuvent à tout moment prendre le dessus, comme cela semble être le cas en ce début de XXI^e siècle, et comme le laisse

présager l'abaissement probable de la croissance démographique et économique des décennies à venir. » p56

#divergence #marché

« En particulier, il est important de souligner que l'inégalité fondamentale $r > g$, principale force de divergence dans notre schéma explicatif, n'a rien à voir avec une quelconque imperfection de marché, bien au contraire : plus le marché du capital est « parfait », au sens des économistes, plus elle a de chances d'être vérifiée. Il est possible d'imaginer des institutions et des politiques publiques permettant de contrer les effets de cette logique implacable – comme un impôt mondial et progressif sur le capital. » p57

#transition #démographie #dynamique #inégalités

« Nous verrons que la dynamique et la structure des inégalités se présentent très différemment dans un pays où la population a été multipliée par cent et dans un pays où elle a tout juste doublé. En particulier, le poids de l'héritage est naturellement beaucoup plus réduit dans le premier que dans le second. **C'est la très forte croissance démographique du Nouveau Monde qui fait que le poids des patrimoines issus du passé a toujours été plus réduit aux Etats-Unis qu'en Europe, et qui explique pourquoi la structure des inégalités américaines – et des représentations américaines des inégalités américaines – est si particulière.** Mais cela implique également que le cas américain est dans une certaine mesure non transposable (il est peu probable que la population mondiale soit multipliée par cent au cours des deux prochaines siècles), et que le cas français est plus représentatif et plus pertinent pour l'analyse de l'avenir. » p 59-60

Partie 1 : REVENU ET CAPITAL

Chap. 1 : Revenu et production

#répartition #capital #travail #concentration « Si la propriété du capital était répartie de façon rigoureusement égalitaire et si chaque salarié recevait une part égale des profits en complément de son salaire, la question du partage profits/salaires n'intéresserait (presque) personne. Si le partage capital-travail suscite dans de conflits, c'est d'abord et avant tout du fait de l'extrême concentration de la propriété du capital. **De fait, dans tous les pays, l'inégalité des patrimoines – et des revenus du capital qui en sont issus – est toujours beaucoup plus forte que l'inégalité des salaires et des revenus du travail.** » p 73

#part #capital #production

« Si l'on prend maintenant une perspective de très long terme, alors la thèse d'une complète stabilité du partage capital-travail se heurte au fait que la nature même du capital s'est radicalement transformée (du capital foncier et terrien du XVIIIe siècle au capital immobilier, industriel et finance du XXIe siècle), et surtout à l'idée selon laquelle la croissance moderne se caractériserait par la montée en puissance du « capital humain », thèse également très répandue parmi les économistes, et qui de prime abord semble impliquer une augmentation tendancielle de la part du travail dans le revenu national. Nous verrons qu'une telle tendance de très long terme est

peut-être à l'œuvre, mais dans des proportions relativement modestes : la part du capital (non humain) en ce début de XXI^e siècle apparaît à peine plus faible que ce qu'elle était au début du XIX^e siècle. Les très hauts niveaux de capitalisation patrimoniale observés actuellement dans les pays riches semblent s'expliquer avant tout par le retour à un régime de croissance faible de la population et de la productivité – doublé d'un retour à un régime politique objectivement très favorable aux capitaux privés. » p76-77

« Aujourd'hui, la réalité est que l'inégalité du capital est beaucoup plus domestique qu'internationale : elle oppose davantage les riches et les pauvres à l'intérieur de chaque pays que les pays entre eux. » p 80

#capital #humain

« Sauf évidemment dans les sociétés esclavagistes, où il est permis de posséder de façon pleine et entière le capital humain d'une autre personne, et même de ses éventuels descendants. Dans de telles sociétés, il est possible de vendre les esclaves sur un marché et de les transmettre par succession, et il est monnaie courante d'additionner la valeur des esclaves aux autres éléments de patrimoine. [...] Mais en dehors de ces cas très particuliers, et a priori révolus, cela n'a pas beaucoup de sens d'additionner la valeur du capital non humain et celle du capital humain. Ces deux formes de richesses ont joué tout au long de l'histoire des rôles fondamentaux et complémentaires dans le processus de croissance et développement économique, et il en ira de même au XXI^e siècle. Mais, pour bien comprendre ce processus et la structure des inégalités qu'il engendre, il importe de les distinguer et de les traiter séparément. » p83

#patrimoine

« Nous définirons le « patrimoine national » ou « capital national » comme la valeur totale, estimée aux prix du marché, de tout ce que possèdent les résidents et le gouvernement d'un pays donné à un moment donné, et qui peut potentiellement être échangé sur un marché. Il s'agit de la somme des actifs non financiers (logements, terrains, fonds de commerce, bâtiments, machines, équipements, brevets et autres actifs professionnels détenus directement) et des actifs financiers (comptes bancaires, plans d'épargne, obligations, actions et autres parts de sociétés, placements financiers de toute nature, contrats d'assurance vie, fonds de pension, etc.) ; diminuée des passifs financiers (c'est-à-dire de toutes les dettes). » p86

#flux #stock

« Le revenu est un flux. Il correspond à la quantité de richesses produites et distribuées au cours d'une période donnée (on choisit généralement l'année comme période de référence).

Le capital est un stock. Il correspond à la quantité totale de richesses possédées à un point donné du temps. Ce stock provient des richesses appropriées ou accumulées au cours de toutes les années passées. » p89

#loi #capitalisme

« Autrement dit, si le patrimoine représente l'équivalent de six années de revenu national dans une société donnée, et si le taux de rendement moyen du capital est de 5% par an, alors la part du capital dans le revenu national est de 30%.

La formule $\alpha = r \times \beta$ est une pure égalité comptable. Elle s'applique dans toutes les sociétés et à toutes les époques, par définition. Bien que tautologique, elle doit pourtant être considérée comme la première loi fondamentale du capitalisme, car elle permet de relier de façon simple et transparente les trois concepts les plus importants pour l'analyse du système capitaliste : le rapport capitale/revenu, la part du capital dans le revenu, et le taux de rendement du capital. » p93

#inégalité #monde

« Autrement dit, l'avance prise par l'Europe et l'Amérique au cours de la révolution industrielle leur a longtemps permis de peser entre deux et trois fois plus lourd dans la production que leur poids dans la population, simplement parce que leur production était entre deux et trois fois plus élevée que la moyenne mondiale. Tout laisse à penser que cette phase de divergence des productions par habitant au niveau mondial est terminée, et que nous sommes entrés dans une phase de convergence. » p107

#ordreDeGrandeur #PIB #population

« Autrement dit, si la production mondiale et les revenus qui en sont issus étaient répartis de façon parfaitement égalitaire, alors chaque habitant de la planète disposerait d'un revenu de l'ordre de 760 euros par mois.

L'Europe est peuplée de 740 millions d'habitants, dont environ 540 millions pour l'Union européenne, dont le PIB par habitant dépasse les 27 000 euros, et 200 millions pour le bloc Russie/Ukraine, dont le PIB par habitant est d'environ 15000 euros, à peine 50% au-dessus de la moyenne mondiale. » p108-109

« Pour résumer, l'inégalité au niveau mondial oppose des pays où le revenu moyen par habitant est de l'ordre de 150-250 euros par mois (l'Afrique subsaharienne, l'Inde) à des pays où le revenu par habitant atteint 2500-3000 euros par mois (l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, le Japon), soit entre dix et vingt fois plus. La moyenne mondiale, qui correspond approximativement au niveau de la Chine, se situe autour de 600-800 euros par mois ». p111

#possession #capital #étranger

« **Le seule situation de déséquilibre continental caractérisé concerne l'Afrique, qui est structurellement possédée par les autres continents.** Concrètement, d'après les balances des paiements au niveau mondial établies chaque année depuis 1970 par les Nations unies et les autres organisations internationales (Banque mondiale, FMI), le revenu national dont disposent les habitants du continent africain est systématiquement inférieur d'environ 5% à leur production intérieure (l'écart dépasse 10% dans certains pays). Avec une part de capital dans la production de l'ordre de 30%, cela signifie que près de 20% du capital africain est actuellement possédé par des propriétaires étrangers, à l'image des actionnaires londoniens de la mine de platine de Marikana. » p 118

#convergence #inégalités #monde

« Pour résumer, l'expérience historique suggère que le principal mécanisme permettant la convergence entre pays est la diffusion de connaissances, au niveau international comme au niveau domestique. Autrement dit, **les plus pauvres rattrapent les plus riches dans la mesure où ils parviennent à atteindre le même**

niveau de savoir technologique, de qualifications, d'éducation, et non pas en devenant la propriété des plus riches. Ce processus de diffusion des connaissances ne tombe pas du ciel : il est souvent accéléré par l'ouverture internationale et commerciale (l'autarcie ne facilite pas le transfert technologique), et surtout il dépend de la capacité des pays à mobiliser les financements et les institutions permettant d'investir en garantissant un cadre légal prévisible pour les différents acteurs. Il est donc intimement lié au processus de construction d'une puissance publique légitime et efficace. Tels sont els principaux enseignements, rapidement résumés, qui ressortent de l'examen de l'évolution historique de la croissance mondiale et des inégalités entre pays. » p 122-123.

Chap. 2 : la croissance : illusions et réalités

#ordreDeGrandeur #croissance

« Lorsqu'il se répète sur une très longue période, un rythme de croissance de l'ordre de près de 1% par an, pour la population comme pour la production par habitant, tel que celui observé depuis 1700, est en réalité extrêmement rapide, et sans commune mesure avec les croissances quasi nulles observées au cours des siècles précédant la révolution industrielle.

De fait, d'après les calculs de Maddison, les taux de croissance démographiques et économiques étaient inférieurs à 0.1% par an entre l'an 0 et 1700 (plus exactement : 0.06% par an pour la population et 0.02% pour la production par habitant). » p 127-128

« La planète comptait environ 600 millions d'habitants autour de 1700, et plus de 7 milliards en 2012. Si ce rythme devait se poursuivre dans les trois siècles à venir, alors la population mondiale dépasserait les 70 milliards vers 2300. » p128-129

#cumulativité

« La loi de la « croissance cumulée » est identique dans son principe à la loi dite des « rendements cumulés », selon laquelle un taux de rendement annuel de quelques pourcents, cumulé sur plusieurs décennies, conduit mécaniquement à une progression très forte du capital initial – à condition toutefois que le rendement soit constamment réinvesti, ou tout du moins que la part qui est consommée par le détenteur du capital ne soit pas trop forte, par comparaison notamment au taux de croissance de la société considérée.

La thèse centrale de ce livre est précisément qu'un écart en apparence limité entre le taux de rendement du capital et le taux de croissance peut produire à long terme des effets extrêmement puissants et déstabilisants sur la structure et la dynamique des inégalités dans une société donnée. » p131

#décroissance #démographie

« Encore faut-il préciser que la faible croissance démographique prévue pour la seconde moitié du siècle (0.2% entre 2050 et 2100) est entièrement due au continent africain (avec une croissance de 1% par an). Sur les trois autres continents, la population devrait soit stagner (0.0% en Amérique), soit diminuer (-0.1% en Europe et -0.2% en Asie). Une telle situation de croissance négative prolongée, en temps de paix, constituerait une expérience inconnue dans l'histoire. » p 135-136

#croissance #répartition #richesse

« La croissance démographique n'a pas seulement des conséquences pour le développement et la puissance comparée des nations : elle a également des implications importantes pour la structure des inégalités. Toutes choses égales par ailleurs, une croissance démographique forte tend en effet à avoir un rôle égalisateur, car elle diminue l'importance des patrimoines issus du passé, et donc de l'héritage : chaque génération doit en quelque sorte se construire par elle-même. » p 141

#évolution #pouvoirDachat

« Le pouvoir d'achat moyen en vigueur sur le vieux Continent a tout juste progressé entre 1700 et 1820, puis a été multiplié par plus de deux entre 1820 et 1913, et par plus de six entre 1913 et 2012. » p146

#secteurs

« La décomposition entre trois secteurs d'activité – primaire, secondaire, tertiaire – a été conçue au milieu du XXe siècle, dans des sociétés où chaque secteur regroupait des proportions similaires – ou au moins comparables – de l'activité économique et de la force de travail. Mais à partir du moment où les services regroupent de l'ordre de 70-80% de la main-d'œuvre dans tous les pays développés, alors cela signifie que cette catégorie statistique n'est plus vraiment pertinente : elle fournit peu d'informations sur la nature des métiers et des services produits dans la société considérée.

% emploi	France			USA		
	Agriculture	Industrie	Services	Agriculture	Industrie	Services
1800	64	22	14	68	18	13
1900	43	29	28	41	28	31
1950	32	33	35	14	33	50
2012	3	21	76	2	18	80

» p 152

#innovation #production

« Pour certains économistes, comme Robert Gordon, le rythme de croissance de la production par habitant est appelé à se ralentir dans les pays les plus avancés, à commencer par les Etats-Unis, et pourrait être inférieur à 0.5% par an à l'horizon 2050-2100. **L'analyse de Gordon repose sur la comparaison des différentes vagues d'innovations qui se sont succédé depuis la machine à vapeur et l'électricité, et sur la constatation que les vagues les plus récentes – en particulier les technologies de l'information – ont un potentiel de croissance sensiblement inférieur** : elles bouleversent moins radicalement les modes de production et améliorent moins fortement la productivité d'ensemble de l'économie. » p158

#effet #inflation # inégalités

« Au-delà de ces questions de prix relatifs, nous allons voir que **l'inflation proprement dite, c'est-à-dire la hausse généralisée de tous les prix, peut également jouer un rôle fondamental dans la dynamique de la répartition des richesses**. En particulier, c'est l'inflation qui pour l'essentiel a permis aux pays riches de **se débarrasser de leur dette publique** à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. L'inflation a également engendré toutes sortes de **redistributions entres groupes**

sociaux au cours du XXe siècle, de façon souvent chaotique et assez peu maîtrisée. A l'inverse, la société patrimoniale qui s'épanouit aux XVIIIe et XIXe siècles est indissociable de la très grande stabilité monétaire qui caractérise cette très longue période. » p170-171

#Austen #stabilité #monétaire

« Au XVIIIe siècle, la croissance de la production et du revenu moyen est très faible. Au Royaume-Uni, le revenu moyen est de l'ordre de 30 livres par an vers 1800-1810n quand Jane Austen écrit ses romans. Ce revenu moyen n'était guère différent vers 1720 ou 1770 : il s'agit donc de points de repère très stables, avec lesquels la romancière a grandi. Elle sait que pour vivre confortablement et avec élégance, pour pouvoir se transporter et se vêtir, se nourrir et se divertir, avec un minimum d'aide domestique, il faut disposer – selon ses critères – d'au moins vingt ou trente fois cette somme : ce n'est qu'à partir de 500 ou 1000 livres de revenu annuel que les personnages de ses romans considèrent qu'ils ne sont plus dans le besoin. » p 174-175

« Ce n'est sans doute pas un hasard si l'argent, ou plus précisément l'évocation concrète des sommes et des montants, a presque disparu de la littérature à la suite des chocs des années 1914-1945. Les revenus et les fortunes étaient omniprésents dans toutes les littératures jusqu'en 1914, en sont progressivement sortis entre 1914 et 1945, et ne sont jamais totalement réapparus. » p179

Partie 2 : DYNAMIQUE DU RAPPORT CAPITAL/REVENU

Chap. 3 : les métamorphoses du capital

#valeur #capital #composition

« De part les actifs concernés, le capital au XXIe siècle n'a pas grand-chose à voir avec celui du XVIIIe siècle. Les évolutions observées sont là encore très proches au Royaume-Uni et en France. Pour simplifier, on peut dire que sur très longue période les terres agricoles ont été progressivement remplacées par l'immobilier et par le capital professionnel et financier investi dans les entreprises et les administrations – sous pour autant que la valeur globale du capital, mesurée en années de revenu national, ait véritablement changé. » p 190

#balance #commercial #colonialisme

« Il est essentiel de réaliser que l'objectif même d'accumuler des actifs étrangers, au moyen d'excédents commerciaux ou d'appropriations coloniales, est précisément de pouvoir avoir ensuite des déficits commerciaux. Cela n'aurait aucun intérêt d'avoir éternellement des excédents commerciaux. L'intérêt d'être propriétaire, c'est précisément de pouvoir continuer de consommer et d'accumuler sans avoir à travailler, ou tout du moins de pouvoir consommer et accumuler davantage que le seul produit de son travail. Il en va de même à l'échelle internationale à l'époque du colonialisme. » p 195

#capital #privé

« Quelles que soient les imperfections de la mesure, le fait central qui nous intéresse ici est que les patrimoines privés constituent au début des années 2010 la quasi-totalité du patrimoine national dans les deux pays : plus de 99% au Royaume-Uni, et environ 95% en France, d'après les dernières estimations disponibles, et dans tous les cas nettement plus de 90%. » p 202

#inflation #dette #public #rentier

« Le fait central – et la différence essentielle avec le XXe siècle – est que la dette publique était remboursée au prix fort au XIXe siècle : l'inflation était quasi nulle de 1815 à 1914, et le taux d'intérêt servi sur les titres de rente d'Etat était très substantiel (généralement autour de 4%-5%), et en particulier nettement supérieur au taux de croissance. Dans de telles conditions, la dette publique peut être une très bonne affaire pour les détenteurs de patrimoine et leurs héritiers. » p 208

#dette #inflation #payeur

« Au XXe siècle, une vision totalement différente de la dette publique s'est développée, fondée sur la conviction que l'endettement pouvait au contraire être un instrument au service d'une politique de dépenses publiques et de redistribution social en faveur des plus modestes. La différence entre les deux visions est assez simple : au XIXe siècle, la dette se repayait au prix fort, ce qui était à l'avantage des prêteurs et œuvrait au renforcement des patrimoines privés ; au XXe siècle, la dette a été noyée dans l'inflation et repayée en monnaie de singe, et a de facto permis de faire financer les déficits par ceux qui avaient prêté leur patrimoine à l'Etat, sans avoir à augmenter les impôts d'autant. Cette vision « progressiste » de la dette publique continue d'ailleurs d'imprégner bien des esprits en ce début de XXIe siècle, alors même que l'inflation est depuis longtemps redescendue à des niveaux peu éloignés de ceux du XIXe siècle et que ses effets redistributifs sont relativement obscurs. » p 211-212

#dette #public #redistribution

« Dans le cas de la dette publique, les modèles à agent représentatif peuvent conduire à la conclusion d'une complète neutralité de la dette publique, non seulement pour ce qui concerne le niveau global de capital national, mais également pour ce qui est de la répartition de la charge fiscale. Cette réinterprétation radicale de l'équivalence ricardienne, proposée par l'économiste américain Robert Barro, ne tient pas compte du fait qu'une grande partie de la dette publique – par exemple au Royaume-Uni au XIXe siècle, mais pas seulement – est détenue en pratique par une minorité de la population, si bien que la dette entraîne bel et bien des redistributions importantes à l'intérieur du pays, dans les cas où elle est repayée, comme d'ailleurs dans ceux où elle ne l'est pas. » p 215-216

Chap. 4 : de la vieille Europe au Nouveau Monde

#dette #Allemagne

« Avec une inflation moyenne de près de 17% par an entre 1913 et 1950, soit des prix multipliés par plus de trois cents entre ces dates (contre à peine cent en France), l'Allemagne est le pays par excellence qui a noyé sa dette publique dans l'inflation au XXe siècle. » p 226

#guerre #baisse #rapport #capital #revenu

« En vérité, les chocs budgétaires et politiques entraînés par les guerres ont eu un effet encore plus destructeur pour le capital que les combats eux-mêmes. En dehors des destructions physiques, les principaux facteurs expliquant la chute vertigineuse du rapport capital/revenu entre 1913 et 1950 sont, d'une part, l'effondrement des portefeuilles étrangers et la très faible épargne caractérisant la période (ajoutés aux destructions, ce deux facteurs cumulés expliquent entre les deux tiers et les trois quarts de la baisse), et, d'autre part, les faibles niveaux de prix des actifs en vigueur dans le nouveau contexte politique de propriété mixte et régulée de l'après guerre (entre un quart et un tiers de la baisse). » p 234

#Europe #Nouveau #Monde #inégalités #patrimoine

« Que l'on ne s'y trompe pas : la faiblesse du rapport capital/revenu en Amérique [au XIXe siècle] traduit une différence fondamentale dans la structure des inégalités sociales par rapport à l'Europe. Le fait que la totalité des patrimoines ne représente qu'à peine trois années de revenu national en Amérique, contre plus de sept en Europe, signifie très concrètement que le poids des propriétaires et des positions acquises dans le passé est moins important au Nouveau Monde. Il est possible avec quelques années de travail et production de combler les écarts initiaux de patrimoines entre groupes sociaux – ou tout du moins il est possible de les combler plus vite qu'en Europe » p 240

#esclaves #capital #inégalités

« Si l'on additionne la valeur marchande des esclaves aux autres éléments de patrimoine, on dépasse les six années de revenu national dans les Etats du Sud, soit presque autant que la valeur totale du capital au Royaume-Uni et en France. A l'inverse, dans les Etats du Nord, où il n'existe presque pas d'esclaves, le total des patrimoines est effectivement très faible : à peine trois années de revenu national, soit deux fois moins qu'au Sud et qu'en Europe.

On voit que les Etats-Unis d'avant la guerre de Sécession sont bien loin d'être le monde sans capital que nous avons évoqué plus haut. Le Nouveau Monde combine en fait deux réalités totalement opposées : d'un côté, au nord, un monde relativement égalitaire où le capital ne vaut effectivement pas grand-chose, car les terres sont tellement abondantes que chacun peut devenir propriétaire à bas prix, et aussi parce que les nouveaux migrants n'ont pas encore eu le temps d'accumuler beaucoup de capital ; et de l'autre, au sud, un monde où les inégalités autour de la propriété prennent au contraire la forme la plus extrême et la plus violente qui soit, puisqu'une moitié de la population possède l'autre moitié, et que le capital négrier a dans une large mesure remplacé le capital terrien. » p 253-254.

Chap. 5 : le rapport capital/revenu dans le long terme

#capitalisme #stagnation #cumulativité

« $\beta = s/g$. Cette formule, qui peut être considérée comme la deuxième loi fondamentale du capitalisme, traduit une réalité évidente mais importante : un pays qui épargne beaucoup et qui croît lentement accumule dans le long terme un énorme stock de capital – ce qui en retour peut avoir des conséquences considérables sur la structure sociale et la répartition des richesses dans le pays en question.

Disons-le autrement : dans une société en quasi-stagnation, les patrimoines issus du passé prennent naturellement une importance démesurée. » p 263

#capitalisme #long #terme #agrégé

« Le premier principe à avoir présent à l'esprit est donc que l'accumulation de patrimoines prend du temps : il faut plusieurs décennies pour la loi $\beta = s/g$ soit vérifiée. Cela permet de mieux comprendre pourquoi il a fallu tant de temps pour que s'estompent en Europe les chocs des années 1914-1945 et pourquoi il est si important d'adopter une perspective historique de très longue période pour étudier ces questions. Au niveau individuel, des fortunes se constituent parfois très vite. Mais au niveau des pays considérés dans leur ensemble les mouvements du rapport capital/revenu décrits par la loi $\beta = s/g$ sont des mouvements longs. » p 266

#pays #communiste #répartition #public #privé #capital

« Les estimations dont nous disposons, fort imparfaites, indiquent que les patrimoines privés en Russie et dans les pays de l'ex-Europe de l'Est se situent à la fin des années 2000 et au début des années 2010 autour de quatre années de revenu national, et que le patrimoine public net est extrêmement faible, de même que pour les pays riches. Les estimations disponibles pour les années 1970-1980, avant la chute du Mur et l'effondrement des régimes communistes, sont encore plus imparfaites. Mais tout indique que la répartition était rigoureusement inverse : les patrimoines privés se réduisaient à très peu de chose (quelques lopins de terre individuels, voire une partie des logements dans les pays communistes les moins fermés à la propriété privée, mais moins d'une année de revenu national dans tous les cas), et le capital public représentait la totalité du capital industriel et la plus grande part du capital national, en première approximation. Autrement dit, le niveau du capital national n'a en première approximation pas changé : simplement, sa répartition entre capital public et privé s'est totalement inversée. » p 293-294.

Chap. 6 : le partage capital-travail au XXIe siècle

#roman #XIXe #rendement #capital

« Pour les romanciers du XIXe siècle comme pour leurs lecteurs, l'équivalence entre patrimoine et rente annuelle est une évidence, et l'on passe en permanence d'une échelle à l'autre, sans autre forme de procès, comme si l'on utilisait des registres de synonymes parfaits, ou deux langues parallèles connues de tous. » p 327

#projection #capital #travail #stagnation

« En Europe, le rapport capital/revenu a déjà retrouvé en ce début de XXIe siècle des niveaux de l'ordre de cinq-six années de revenu national, à peine inférieurs à ceux observés aux XVIIIe et XIXe siècles et jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale. Au niveau mondial, il est tout à fait possible que le rapport capital/revenu atteigne ou même dépasse ce type de niveau au cours du XXIe siècle. Si le taux d'épargne se maintient autour de 10% et si le taux de croissance se stabilise autour de 1.5% à très long terme – compte tenu de la stagnation démographique et du ralentissement du progrès technique –, alors le stock mondial atteindra logiquement l'équivalent de six-sept années de revenu. Et si la croissance s'abaisse à 1%, alors le stock de capital pourrait atteindre l'équivalent de dix années de revenu.

Ensuite, pour ce qui concerne la part des revenus du capital dans le revenu national et mondial, part qui est donnée par la loi $\alpha = r \times \beta$ l'expérience historique suggère que la hausse prévisible du rapport capital/revenu ne va pas nécessairement conduire à une baisse sensible du rendement du capital. Il existe en effet de multiples usages du capital à très terme, ce qui l'on peut résumer en notant que l'élasticité de substitution entre capital et travail est sans doute supérieure à un sur longue période. **Le plus probable est que la baisse du revenu sera plus faible que la hausse du rapport capital/revenu, si bien que la part du capital augmentera. Avec un rapport capital/revenu de l'ordre de sept-huit années, et un taux de rendement mondial du capital d'environ 4%-5%, alors la part du capital pourrait se situer autour de 30%-40% du revenu mondial, soit à un niveau voisin de celui observé aux XVIIIe et XIXe siècles, et pourrait même le dépasser.** » p 369

Partie 3 : LA STRUCTURE DES INEGALITES

Chap. 7 : Inégalités et concentration : premiers repères.

#croissance #lente

« Nous avons notamment analysé l'importance des chocs de la période 1914-1945 pour comprendre les mouvements du rapport capital/revenu et du partage capital-travail au cours du XXe siècle, chocs dont l'Europe et le monde viennent tout juste de se remettre, d'où cette impression que le capitalisme patrimonial – si prospère en ce début de XXIe siècle – est une chose toute nouvelle, alors qu'il ne s'agit pour une large part que d'une répétition du passé, caractéristique d'un monde de croissance lente, comme celui du XIXe siècle. » p 375

#composante #inégalités

« Lorsque l'on analyse l'inégalité de la répartition des revenus, il est tout à fait indispensable de distinguer soigneusement ces différentes dimensions et composantes, d'abord pour des raisons normatives et morales (la question de la justification de l'inégalité se pose tout à fait différemment pour les revenus du travail, pour l'héritage et pour les rendements du capital), et ensuite parce que les mécanismes économiques, sociaux et politiques susceptibles de rendre compte des évolutions observées sont totalement distincts. Pour ce qui concerne l'inégalité des revenus du travail, les mécanismes en jeu incluent notamment l'offre et la demande de qualifications, l'état du système éducatif, et les différentes règles et institutions affectant le fonctionnement du marché du travail et la formation des salaires. Pour ce qui est de l'inégalité des revenus du capital, les processus les plus importants sont les comportements d'épargne et d'investissement, les règles de transmissions et de successions, le fonctionnement des marchés immobiliers et financiers. Trop souvent, les mesures statistiques des inégalités de revenus utilisées par les économistes et dans le débat public sont des indicateurs synthétiques – comme l'indice de Gini – mélangeant des choses très différentes, et notamment les inégalités face au travail et celles face au capital, si bien qu'il est impossible de séparer clairement les différents mécanismes à l'œuvre et les multiples dimensions des inégalités. » p 384-385

#inégalité #âge #classe #cumulativité

« L'épargne de cycle de vie, pas plus que l'épargne de précaution, ne permet d'expliquer la très forte concentration de la propriété du capital que l'on observe en pratique. Les personnes âgées sont certes plus riches en moyenne que les jeunes. Mais la concentration des patrimoines est en réalité presque aussi forte à l'intérieur de chaque groupe d'âge que pour la population prise dans son ensemble. Autrement dit, contrairement à une idée répandue, la guerre des âges n'a pas remplacé la guerre des classes. LA très forte concentration du capital s'explique notamment par l'importance de l'héritage et de ses effets cumulatifs (par exemple, il est plus facile d'épargner quand on a hérité d'un appartement et que l'on n'a pas de loyer à payer). Le fait que le rendement du patrimoine prenne souvent des valeurs extrêmes joue également un rôle significatif dans ce processus dynamique. » p 388

#décile #centile #comparaison

« Spontanément, il est plus facile de s'identifier aux catégories de son temps : paysans et nobles, prolétaires ou bourgeois, employés ou cadres supérieurs, serveurs ou traders. Mais la beauté des déciles et des centiles est précisément de pouvoir mettre en correspondance des inégalités et des époques impossibles à comparer autrement, et de fournir un langage commun qui en principe peut être accepté par tous. » p 396

#répartition #patrimoine

« Dans les sociétés les plus égalitaires en matière de patrimoines, qui sont là encore les pays scandinaves dans les années 1970-1980, les 10% des patrimoines les plus élevés représentent à eux seuls environ 50% du patrimoine national, voire un peu plus – entre 50% et 60% - si l'on prend correctement en compte les fortunes les plus importantes. Actuellement, au début des années 2010, la part des 10% des patrimoines les plus élevés se situe autour de 60% du patrimoine national dans la plupart des pays européens, et en particulier en France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie.

Le plus frappant est sans doute que dans toutes ces sociétés, la moitié la plus pauvre de la population ne possède presque rien : les 50% les plus pauvres en patrimoine possèdent toujours moins de 10% du patrimoine national, et généralement moins de 5%. » p 404

#patrimoine #abstrait #concentration

« **Pour cette moitié de la population, la notion même de patrimoine et de capital est relativement abstraite. Pour des millions de personnes, le patrimoine se réduit à quelques semaines de salaire d'avance – ou de retard – sur un compte chèques, un vieux livret A dégarni ouvert par une tante, une voiture et quelques meubles. Cette réalité profonde – le patrimoine est tellement concentré qu'une bonne partie de la société ignore pratiquement son existence, et s'imagine parfois qu'il est possédé par des êtres irréels et des entités mystérieuses – rend d'autant plus indispensable l'étude méthodique et systématique du capital et de sa répartition** ». p 407

#Gini #structure #inégalités

« Ces coefficients [synthétiques] – il en existe d'autres, par exemple l'indice de Theil – sont parfois utiles, mais ils posent de multiples problèmes. Ils prétendent résumer en un unique indicateur numérique l'inégalité complète de la répartition – aussi bien

l'inégalité séparant le bas du milieu de la hiérarchie que celle séparant le milieu et le haut ou le haut et le très haut de la pyramide -, ce qui est très simple et séduisant de prime abord, mais inévitablement quelque peu illusoire. En vérité, il est impossible de résumer une réalité multidimensionnelle par un indicateur unidimensionnel, sauf à simplifier à l'excès cette réalité et à mélanger des choses qui ne doivent pas l'être. La réalité sociale et la signification économique et politique de l'inégalité sont fort différentes selon les niveaux de répartition, et il est important de les analyser séparément. **Sans compter que les coefficients de Gini et autres indicateurs synthétiques ont également tendance à mélanger l'inégalité face au travail et celle face au capital, alors même que les mécanismes économiques en jeu, de même d'ailleurs que les appareils de justification normative des inégalités, sont distincts dans les deux cas. Pour toutes ces raisons, il nous semble hautement préférable d'analyser les inégalités à partir de tableaux de répartition indiquant les parts des différents déciles et centiles dans le revenu total et le patrimoine total, plutôt qu'en utilisant des indicateurs synthétiques tels que le coefficient de Gini.** » p 418-419

Chap. 8 : Les deux mondes.

#inégalités #travail #stabilité #répartition

« Tout d'abord, les inégalités de revenu ont fortement diminué en France depuis la Belle Epoque : la part du décile supérieur est passée d'environ 45%-50% du revenu national à la veille de la Première Guerre mondiale à 30%-35% aujourd'hui. » p428

« Le deuxième fait essentiel qui apparaît nettement [...] est que cette forte compression des inégalités de revenus au cours du siècle écoulé est entièrement due à la chute des hauts revenus du capital. Si l'on retire les revenus du capital et si l'on se concentre sur l'inégalité des salaires, on constate une très grande stabilité de la répartition dans le long terme. Dans les années 1900-1910 comme dans les années 2010, la part du décile supérieur de la hiérarchie des salaires se situe aux environs de 25% de la masse salariale totale. Les sources dont nous disposons indiquent également une stabilité sur longue période des inégalités salariales dans le bas de la distribution. Par exemple, les 50% des salariés les moins bien payés ont toujours reçu autour de 25%-30% de la masse salariale totale (soit un salaire moyen au sein de ce groupe de l'ordre de 50%-60% du salaire moyen de l'ensemble des salariés), sans tendance claire dans le long terme. Le niveau des salaires a évidemment beaucoup changé depuis un siècle, et la structure des métiers et des qualifications s'est totalement transformée. Mais les hiérarchies salariales sont restées approximativement les mêmes. Sans la chute des hauts revenus du capital, l'intégralité des revenus n'aurait pas diminué au XXe siècle. » p 429-430

#rentier #part #travail

« Actuellement, les revenus du capital ne dominent les revenus du travail qu'au sein d'un groupe social relativement étroit : les 0.1% des revenus les plus élevés. En 1932, ce groupe social était cinq fois plus nombreux ; à la Belle Epoque, il était dix fois plus nombreux. Que l'on ne s'y trompe pas : il s'agit d'un changement considérable. Le centile supérieur prend beaucoup de place dans une société (il en structure le paysage économique et politique) ; le millième supérieur beaucoup moins. C'est une

question de degré, mais c'est une question importante : il est des moments où le quantitatif devient qualitatif.

[...] Dans une large mesure, nous sommes passés d'une société de rentiers à une société de cadres, c'est-à-dire à une société où le centile supérieur est massivement dominé par des rentiers (des personnes détenant un patrimoine suffisamment important pour vivre de rentes annuelles produites par ce capital) à une société où le sommet de la hiérarchie des revenus – y compris le centile supérieur – est composé très majoritairement de salariés à haut salaire, de personnes vivant du revenu de leur travail. On pourrait aussi dire, plus exactement, ou si l'on souhaite être moins positif, que nous sommes passés d'une société de super-rentiers à une société de rentiers moins extrême que par le passé, avec davantage d'équilibre entre la réussite par le travail et par le capital. » p435-437

#profession #haut #revenu

« Pour faire bonne figure au sein des « 9% », ou pour pénétrer dans les premières strates du « 1% », par exemple pour atteindre un revenu de l'ordre de quatre ou cinq fois plus élevé que la moyenne (mettons, pour atteindre 8000 euros ou 10000 euros par mois, dans une société où le salaire moyen serait de 2000 euros), alors devenir médecin, avocat ou restaurateur à succès, peut être une bonne stratégie, presque aussi répandue que celle consistant à devenir cadre supérieur dans une grande entreprise (deux fois moins, tout de même). Mais pour atteindre la stratosphère du « 1% » et disposer de revenus plusieurs dizaines de fois supérieurs à la moyenne (mettons, plusieurs centaines de milliers d'euros par an, voire plusieurs millions d'euros), cela risque fort de ne pas être suffisant : il est préférable d'être propriétaire d'un patrimoine suffisant. » p 441-442

#guerre #réduction inégalités

« pendant les guerres, l'activité économique chute, l'inflation augmente, les salaires réels et le pouvoir d'achat se mettent à diminuer, et dans ce processus les salaires les plus bas tendent généralement à être revalorisés et protégés de l'inflation un peu plus généreusement que les salaires les plus élevés, ce qui peut provoquer des changements importants de la répartition de la masse salariale si l'inflation est importante. » p 453

#cycle économique #réduction inégalités #partage capital-travail

« Il est intéressant de noter que les mouvements de partage capital-travail et ceux de l'inégalité à l'intérieur des revenus du travail ont tendance à aller dans le même sens et à se renforcer mutuellement dans le court et moyen terme, mais pas nécessairement sur longue période. Par exemple, chacune des deux guerres mondiales se caractérise à la fois par une baisse de la part du capital dans le revenu national (et du rapport capital/revenu) et par une compression des inégalités salariales. De façon générale, l'inégalité a plutôt tendance à suivre une évolution « pro-cyclique » [...] : dans les phases de boom économique, la part des profits dans le revenu national tend à augmenter, et les hauts salaires – primes et bonus compris – augmentent souvent plus vite que les salaires bas et moyens ; et inversement dans les phases de ralentissement ou de récession (dont les guerres peuvent être vues comme une forme extrême). Il existe cependant toutes sortes de facteurs, notamment politiques, qui font que ces mouvements ne dépendent pas seulement du cycle économique. » p 455

#inégalités revenus #USA #tendance

« Depuis les années 1970-1980, on assiste à une explosion sans précédent des inégalités de revenus aux Etats-Unis. La part du décile supérieur est progressivement passée d'environ 30%-35% du revenu national dans les années 1970 à environ 45%-50% dans les années 2000-2010, soit une hausse de près de 15 points de revenu national américain. L'allure de la courbe est assez impressionnante, et il est naturel de se demander jusqu'où une telle évolution peut aller : par exemple, si les choses continuent au même rythme, la part du décile supérieur dépassera les 60% du revenu national d'ici à 2030. » p 464

#crise

« Les premières données dont nous disposons pour les années 2011-2012 laissent à penser que la hausse se poursuit actuellement. Il s'agit là d'un point essentiel : ces faits démontrent clairement qu'il ne faut pas compter sur la crise financière, en tant que telle, pour mettre un terme à la hausse structurelle des inégalités américaines. » p 467

#crises #inégalités #causalité

« Qu'en est-il de la causalité inverse ? Est-il possible que la hausse des inégalités américaines ait contribué au déclenchement de la crise financière de 2008 ? [...] De mon point de vue, il ne fait aucun doute que la hausse des inégalités a contribué à fragiliser le système financier américain. Pour une raison simple : la hausse des inégalités a eu pour conséquence une quasi-stagnation du pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes aux Etats-Unis, ce qui n'a pu qu'accroître la tendance à un endettement croissant des ménages modestes ; d'autant plus que dans le même temps des crédits de plus en plus faciles et dérégulés leur étaient proposés par des banques et intermédiaires financiers peu scrupuleux, et désireux de trouver de bons rendements pour l'énorme épargne financière injectée dans le système par les catégories aisées. » p 469

#intérieur #extérieur #déséquilibres #USA

« il est important de prendre conscience du fait que les déséquilibres internes à la société américaine sont quatre fois plus importants que les déséquilibres internationaux. Cela suggère que certaines solutions sont peut-être davantage à chercher aux Etats-Unis qu'en Chine ou dans les autres pays. » p 471

#inégalité capital #revenu #USA

« La très forte inégalité des revenus du capital et leur progression depuis les années 1980 expliquent environ un tiers de la montée des inégalités de revenus aux Etats-Unis, ce qui est loin d'être négligeable. » p 474-475.

#très hauts revenus #finance #grandes sociétés

« Il est également intéressant de noter que les métiers de la finance – qu'il s'agisse des cadres dirigeants des banques et autres institutions financières ou des « traders » opérant sur les marchés financiers – prennent environ deux fois plus de place au sein des très hauts revenus que dans l'économie dans son ensemble (environ 20% des 0.1% des revenus les plus élevés, contre moins de 10% du PIB). Il n'en reste pas moins que 80% des plus hauts revenus ne sont pas dans la finance, et que la montée

des très hauts revenus américains s'explique avant tout par l'explosion des rémunérations des cadres dirigeants des grandes sociétés, que ces dernières soient dans les secteurs financiers ou non financiers. » p 478

Chap. 9 : L'inégalité des revenus du travail

#translation des qualifications

« Autrement dit, la démocratisation du système scolaire n'a pas réduit les inégalités de qualification et n'a donc pas permis de réduire les inégalités de salaires. Mais si elle n'avait pas eu lieu et si les descendants des titulaires du certificat d'études d'il y a un siècle (les trois quarts d'une génération à l'époque) étaient restés à ce niveau, alors les inégalités dues au travail, et en particulier les inégalités de salaires, auraient sans nul doute beaucoup augmenté. » p 484-485.

#santé #éducation #civilisation

« Dans toutes les sociétés humaines, la santé et l'éducation ont une valeur en soi : pouvoir accéder à la connaissance et à la culture scientifique et artistique constituent les objectifs même de la civilisation. Il n'est pas interdit d'imaginer une société idéale où toutes les autres tâches seraient presque entièrement automatisées, et où chacun serait le professeur, l'écrivain, l'acteur, le docteur de quelqu'un d'autre. » p 487

#éducation #salaire #évolution

« A long terme, investir dans la formation et les qualifications est la meilleure façon d'augmenter les salaires et de réduire les inégalités salariales. Sur longue période, ce ne sont pas des salaires minimum ou des grilles salariales qui font que les salaires sont multipliés par cinq ou dix : pour atteindre ce type de progression, l'éducation et la technologie sont des forces déterminantes. Il n'en reste pas moins que ces règles jouent un rôle essentiel pour fixer les salaires à l'intérieur d'intervalles par l'éducation et la technologie. » p 497

#Anglo-saxons #inégalités de revenu

« Dans les années 1970, la part du centile supérieur dans le revenu national était très proche dans les différents pays. Elle était comprise entre 6% et 8% dans les quatre pays anglophones, et les Etats-Unis ne sortaient pas du lot : ils étaient même légèrement dépassés par le Canada, qui atteignait 9%, alors que l'Australie fermait la marche avec tout juste 4% du revenu national pour le centile supérieur à la fin des années 1970 et le début des années 1980. Trente années plus tard, au début des années 2010, la situation est totalement différente. La part du centile supérieur atteint pratiquement 20% du revenu national aux Etats-Unis, alors qu'elle est de l'ordre de 14%-15% du revenu national au Royaume-Uni et au Canada, et d'à peine 9%-10% du revenu national en Australie. » p 501-502

#Emergents #inégalités de revenu

« Pendant les phases les plus inégalitaires, en particulier au cours de la première moitié du XXe siècle, des années 1910 aux années 1940, le centile supérieur détient autour de 20% du revenu national dans les quatre pays considérés : environ 15%-18% en Inde, et jusqu'à 22%-25% en Afrique du Sud, en Indonésie et en Argentine.

Pendant les phases les plus égalitaires, c'est-à-dire essentiellement des années 1950 aux années 1970, la part du centile supérieur tombe à des niveaux compris entre 6% et 12% suivant les pays (à peine 5%-6% en Inde, 8%-9% en Indonésie et en Argentine, 11%-12% en Afrique du Sud). On assiste un peu partout à une remontée depuis les années 1980 de la part du décile supérieur, qui se situe dans les années 2000-2010 aux alentours de 15% du revenu national (autour de 12%-13% en Inde et en Indonésie, et 16%-18% en Afrique du Sud et en Argentine). »

#institutions #haut #revenus #mainInvisible

« En tout état de cause, compte tenu de l'impossibilité d'estimer précisément la contribution de chacun à la production de l'entreprise considérée, il est inévitable que les décisions issues de tels processus soient en grande partie arbitraires, et dépendent des rapports de force et des pouvoirs de négociation des uns et des autres. [...] Sans aller jusqu'à parler de la « main qui se sert dans la caisse », force est de constater que cette image est sans doute plus adaptée que celle de la « main invisible », métaphore du marché selon Adam Smith. En pratique, la main invisible n'existe pas, pas plus que la concurrence « pure et parfaite », et le marché s'incarne toujours dans des institutions spécifiques, comme des supérieurs hiérarchiques ou des comités de rémunération. » p 527

#mérite #haut #revenus

« Au-delà de problèmes objectivement complexes de gouvernance des grandes organisations, il est possible que ce décrochage s'explique également par une forme d' « extrémisme méritocratique », c'est-à-dire par un besoin des sociétés modernes, et en particulier de la société américaine, de désigner elle-même des gagnants et de leur offrir des rémunérations d'autant plus extravagantes qu'ils semblent avoir été choisis en fonction de leur mérite propre, et non suivant les logiques inégalitaires du passé. » p 530-531

Chap. 10 : L'inégalité de la propriété du capital

#classe #moyenne #patrimoine #répartition

« Dans toutes les sociétés connues, à toutes les époques, la moitié de la population la plus pauvre en patrimoine ne détient presque rien (généralement à peine 5% du patrimoine total), le décile supérieur de la hiérarchie des patrimoines possède une nette majorité de ce qu'il y a à posséder (généralement plus de 60% du patrimoine total, et parfois jusqu'à 90%), et la population comprise entre ces deux groupes (soit par construction 40% de la population) détient une part comprise entre 5% et 35% du patrimoine. Nous avons également noté que l'émergence d'une véritable « classe moyenne patrimoniale », c'est-à-dire le fait que ce groupe intermédiaire soit désormais nettement plus riche en patrimoine que la moitié la plus pauvre de la population et détienne collectivement entre un quart et un tiers du patrimoine national, constitue sans doute la plus importante transformation structurelle de la répartition des richesses sur longue période. » p 537

#XIXe #Paris #concentration

« on ne peut qu'être frappé par l'impressionnante concentration des patrimoines qui caractérise la société française de la Belle Epoque – en dépit de tous les discours rassurants des élites économiques et politiques de la IIIe République. A Paris, qui rassemble vers 1900-1910 à peine plus d'un vingtième de la population française, mais le quart des patrimoines, la concentration des fortunes est plus élevée encore. » p 542

#Europe #USA #concentration #patrimoine

« Au final, la déconcentration des patrimoines a été relativement limitée aux Etats-Unis au cours du siècle écoulé : la part du décile supérieur est passée de 80% à 70% du patrimoine total, alors qu'elle est passée de 90% à 60% en Europe. » p 555

#croissance #rendement #capital #accroissement #inégalités

« Considérons un monde de croissance faible, par exemple de l'ordre de 0.5%-1% par an, comme cela était le cas jusqu'aux XVIIIe et XIXe siècles. Le taux de rendement du capital, dont nous avons vu qu'il était de l'ordre de 4%-5% par an, est par construction beaucoup plus élevé que le taux de croissance dans de telles sociétés. Concrètement, cela signifie que les patrimoines issus du passé se recapitalisent beaucoup plus vite que la croissance de l'économie, y compris en l'absence de tout revenu du travail. » p 558

« D'après le scénario central analysé dans la première partie, le taux de croissance mondial pourrait être de l'ordre de 1.5% par an entre 2050 et 2100, soit approximativement le même niveau qu'au XIXe siècle. L'écart entre r et g retrouverait alors un niveau comparable à celui qui prévalait pendant la révolution industrielle. » p 563

#préférence #présent #rendement #stabilité

« Le modèle économique le plus souvent utilisé pour expliquer cette relative stabilité du rendement du capital autour de 4%-5% (et le fait qu'il ne descende jamais au-dessous de 2%-3%) repose sur la notion de « préférence pour le présent ». Autrement dit, les agents économiques se caractériseraient par un taux de préférence pour le présent (souvent noté θ) mesurant leur impatience et leur façon de prendre en compte l'avenir. Par exemple, si $\theta = 5\%$, cela signifie qu'ils sont prêts à sacrifier 105 euros de consommation l'année prochaine pour pouvoir consommer 100 euros supplémentaires dès cette année. ». p 568

#dynamique #accumulation #droits #révolution

« De toute évidence, l'égalité des droits et des opportunités ne suffit pas à mener à l'égalité des fortunes. En vérité, dès lors que le taux de rendement du capital dépasse fortement et durablement le taux de croissance, la dynamique de l'accumulation et de la transmission des patrimoines conduit mécaniquement à une très forte concentration de la propriété – et le partage égalitaire à l'intérieur des fratries n'y change pas grand-chose. » p 577

#Pareto

« On peut montrer assez simplement que le coefficient de cette loi de Pareto, qui mesure le degré d'inégalité de la répartition de la propriété, est une fonction croissante de la différence $r-g$. » p 578

#portefeuille #patrimoine #XIXe

« De façon général, si l'on examine la structure des patrimoines parisiens à la fin du XIXe siècle et à la Belle Epoque, on ne peut qu'être frappé par le caractère extrêmement diversifié et « moderne » de ces portefeuilles. A la veille de la guerre, les biens immobiliers représente à peine plus du tiers des actifs (dont approximativement les deux tiers pour des biens immobiliers parisiens et à peine un tiers pour les biens provinciaux, dont une petite quantité de terres agricoles), alors que les actifs financiers en constituent près des deux tiers, et se décomposent en différents ensembles conséquents d'actions et d'obligations, françaises et étrangères, publiques et privées, relativement équilibrés à tous les niveaux de fortune. » p 588

#impôt #reproduction #inégalités

« Jusqu'à la Première Guerre mondiale, il n'existe dans la plupart des pays aucun impôt sur les revenus du capital ou sur les bénéfices des sociétés ; dans les rares cas où de tels impôts existent, ils sont prélevés à des taux très faibles. Il s'agit donc de conditions idéales pour accumuler et transmettre des fortunes considérables, et vivre des revenus produits par ces patrimoines. AU cours du XXe siècle, de nombreuses formes d'imposition des dividendes, des intérêts, des profits et des loyers sont apparues, ce qui a radicalement changé la donne. » p 593

Chap. 11 : Mérite et héritage dans le long terme

#vieillesse #héritage

« Le vieillissement de la population repousse les décès dans le temps mais ne les supprime pas : seule une augmentation forte et continue de la taille des générations permet de réduire durablement et structurellement le taux de mortalité et le poids de l'héritage. Mais lorsque le vieillissement s'accompagne d'une stabilisation de la taille des générations, comme cela est le cas de nombreux pays riches, alors tous les éléments sont réunis pour un flux successoral élevé. »

#guerre #capitalisme

« La guerre agit comme une remise à zéro – ou une quasi-mise à zéro – des compteurs de l'accumulation patrimoniale et conduit mécaniquement à un grand rajeunissement des fortunes. En ce sens, ce sont bien les guerres qui ont fait table rase du passé au XXe siècle et qui ont donné l'illusion d'un dépassement structurel du capitalisme. » p 630

#héritage #épargne #patrimoine

« La part des patrimoines hérités dans le patrimoine total n'a cessé de progresser depuis les années 1970, et elle est redevenue nettement majoritaire dès les années 1980-1990, et d'après les dernières données disponibles, le capital hérité représente en 2010 environ les deux tiers du capital privé en France, contre à peine un tiers pour le capital constitué à partir de l'épargne. Compte tenu des niveaux très élevés du flux successoral actuel, il est hautement probable si les tendances se poursuivent que la part des patrimoines hérités continue de croître dans les décennies à venir, dépasse 70% d'ici à 2020, et s'approche de 80% dans les années 2030-2040. » p 639

#génération #poids #héritage

« Le point le plus bas est atteint pour les générations nées dans les années 1910-1920 : ces personnes auraient du hériter dans l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale et pendant les années 1950-1960, c'est-à-dire au moment où le flux successoral est le plus bas, si bien que l'héritage représente à peine 8%-10% de leurs ressources totales. La remontée commence avec les générations nées dans les années 1930-1950, qui héritent en particulier au cours des années 1970-1990, et pour lesquelles l'héritage atteint 12%-14% des ressources totales. Mais c'est surtout pour les générations nées à partir de 1970-1980, qui commencent à recevoir des donations et successions dans les années 2000-2010, que l'héritage reprend une importance inconnue depuis le XIXe siècle : autour de 22%-24% des ressources totales. » p 645

#roman #riches #XIXe

« Les repères monétaires sont extrêmement stables dans le monde sans inflation que décrivent Balzac et Austen, ce qui permet aux romanciers de définir très précisément à partir de quel niveau de fortune et de revenu il est possible de vivre avec un minimum d'élégance et d'échapper à la médiocrité. Dans les deux cas, ce seuil à la fois matériel et psychologique se situe aux alentours de vingt ou trente fois le revenu moyen de leur temps. En dessous de ce seuil, le héros balzacien ou austenien vit avec difficulté, sans dignité. Ce seuil est parfaitement atteignable si l'on fait partie des 1% de personnes les plus riches en patrimoines (de préférence si l'on s'approche des 0.5% voire des 0.1%) des sociétés françaises ou anglaises du XIX e siècle : il renvoie donc à un groupe social bien identifié et numériquement conséquent ; un groupe minoritaire, certes, mais suffisamment nombreux pour structurer la société et pour alimenter tout un univers romanesque. » p 653

#patrimoine #travail #XIXe

« Dans cet univers, il est d'ailleurs parfaitement évident que seule la possession d'un patrimoine permet d'atteindre un niveau d'aisance suffisant pour vivre avec dignité : le fait de détenir un diplôme ou une qualification peut sans doute permettre de produire et donc de gagner cinq ou dix fois plus que la moyenne, mais guère davantage. » p 664

#travail #héritage #génération

« D'après nos estimations, ce pourcentage est déjà remonté à environ 12% pour les générations nées dans les années 1970-1980, et pourrait atteindre 15% pour les générations nées dans les années 2010-2020. Autrement dit, **près de un sixième de chaque génération touchera en héritage davantage que ce que la moitié de la population gagne avec son travail tout au long d'une vie (et qui pour une large part est le même moitié que celle qui ne reçoit pratiquement aucun héritage).** » p 670

Chap. 12 : L'inégalité mondiale des patrimoines au XXIe siècle

#taille #capital #rendement

« Pour ces deux raisons [pouvoir engager des gestionnaires de fortunes et par économies d'échelle] – et tout semble indiquer que la première est en pratique encore plus importante que la seconde –, il est tout à fait vraisemblable que pour un même rendement moyen du capital de l'ordre de 4% par an les patrimoines les plus élevés parviennent à obtenir davantage, par exemple jusqu'à 6%-7% par an, alors que les plus faibles doivent souvent se contenter d'un rendement moyen d'à peine 2%-3% par an. » p 686-687

#monde #riches #dynamique

« Si l'on considère le un cent millionième le plus riche de la population mondiale, soit environ 30 personnes sur 3 milliards à la fin des années 1980 et 45 sur 4.5 milliards au début des années 2010, on constate que leur patrimoine moyen est passé d'à peine plus de 3 milliards à près de 35 milliards de dollars, soit une progression annuelle encore un peu plus élevée : environ 6.8% par an au-dessus de l'inflation. Par comparaison, le patrimoine moyen mondial par habitant adulte a progressé de 2.1% par an, et le revenu moyen mondial de 1.4% par an. » p 692

➔ pareil pour les universités américaines : rendements moyens de 8%, et jusqu'à 10% pour Harvard, Yale et Princeton.

#gestion #fortune #rentabilité #université #USA

« le rendement plus élevé obtenu par les plus grosses dotations n'est pas du principalement à une plus forte prise de risque, mais plutôt à une stratégie de placement plus sophistiquée permettant d'accéder à des portefeuilles structurellement et durablement plus rentables. » p 719

#inflation #rentier

« On croit parfois que l'inflation est l'ennemie du rentier [...]. En présence d'inflation, celui qui se contente de s'asseoir sur un tas de billets voit ce tas fondre à vue d'œil, et finit ruiné, sans même qu'il soit nécessaire de le taxer. En ce sens, l'inflation est bien une taxe sur la richesse oisive, ou plus précisément sur la richesse qui n'est pas placée du tout. Mais, comme nous l'avons déjà amplement noté dans ce livre, il suffit de placer son patrimoine dans des actifs réels, en particulier des actifs immobiliers ou boursiers, qui représentent des masses autrement plus importantes que les billets, pour échapper entièrement à cette taxe inflationniste. » p 725

#politique #réduction inégalités #inflation #impôt

« Il est important de réaliser dès à présent que l'inflation est un outils extrêmement grossier, voire contreproductif, si l'objectif souhaité est d'éviter le retour d'une société de rentiers, et plus généralement de réduire les inégalités patrimoniales. L'impôt progressif sur le capital est une institution nettement plus adaptée, tout pour des raisons de transparence démocratique que d'efficacité réelle. » p 729

#fondsSouverains #milliardaires #richesse #monde

« Dans le monde d'aujourd'hui, les milliardaires privés possèdent approximativement 1.5% du total des patrimoines privés dans le monde, et les fonds souverains possèdent également 1.5% du patrimoine privé mondial. On peut se rassurer en notant que cela laisse tout de même 97% du capital mondial pour le reste de la planète. » p 733

#fondsSouverains #richesse #monde

« Selon certains modèles de prévisions, le prix du pétrole, actuellement autour de 100 dollars le baril (contre 25 dollars au début des années 2000), pourrait s'établir durablement autour de 200 dollars à partir de 2010-2030. Si une part suffisamment importante de la rente correspondante est placée chaque années dans les fonds souverains (un part qui devait toutefois augmenter sensiblement par comparaison aux rythmes actuels), alors on peut sans difficulté écrire un scénario où les actifs des fonds souverains dépasseraient 10%-20% du total des patrimoines mondiaux d'ici à 2030-2040. » p 735

#dépendance #international #inégalités #domestique

« En tout état de cause, cette menace de divergence internationale liée à une possession graduelle des pays riches par la Chine (ou par les fonds pétroliers) paraît beaucoup moins crédible et dangereuse qu'une divergence de type oligarchique, c'est-à-dire un processus où les pays riches seraient possédés par leurs propres milliardaires, ou plus généralement où l'ensemble des pays – y compris bien sur la Chine et les pays pétroliers – serait de plus en plus massivement détenu par les milliardaires et autres multimillionnaires de la planète. » p 740-741

Partie 4 : REGULER LE CAPITAL AU XXIe SIECLE

Chap. 13 : Un Etat social pour le XXIe siècle

#impôt #progressif #monde #capital

« L'institution idéale permettant d'éviter une spirale inégalitaire sans fin et de reprendre le contrôle de la dynamique en cours serait un impôt mondial et progressif sur le capital. Un tel outil aurait en outre le mérite de produire de la transparence démocratique et financière sur les patrimoines, ce qui est une condition nécessaire pour une régulation efficace du système bancaire et des flux financiers internationaux. » p 752

#utopie

« Dans sa forme véritablement mondiale, l'impôt sur le capital est sans doute une utopie. A défaut, une telle solution peut toutefois être appliquée avec profit à une échelle régionale ou continentale, et en particulier européenne, en commençant par les pays qui le souhaitent. » p 752

#impôts #XIXe

« les impôts représentaient moins de 10% du revenu national dans tous les pays au XIXe siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale. » p 757

#impôts #XXe

« A partir des années 1920-1930 et jusqu'aux années 1970-1980, on assiste dans l'ensemble du monde riche à un accroissement considérable de la part du revenu national que les différents pays décident de consacrer aux impôts et aux dépenses publiques (et en particulier aux dépenses sociales). Dans tous les pays développés, en

tout juste un demi-siècle, la part des impôts dans le revenu national est multipliée par un facteur d'au moins trois ou quatre (parfois par plus de cinq, comme dans les pays nordiques). On constate ensuite, là encore dans tous les pays, une stabilisation presque complète de la part des impôts dans le revenu national depuis les années 1980 et jusqu'aux années 2010. Cette stabilisation se fait à des niveaux assez différents les uns des autres : à peine plus de 30% du revenu aux Etats-Unis, autour de 40% au Royaume-Uni, et entre 45% et 55% du revenu national en Europe continentale (45% en Allemagne, 50% en France, et près de 55% en Suède). » p 758-759

#affectation #dépensesPubliques

« La hausse de la part des prélèvements dans les richesses produites a permis à la puissance publique de prendre en charge des missions sociales de plus en plus importantes, représentant entre un quart et un tiers du revenu national suivant les pays, que l'on peut décomposer en première approximation en deux moitiés de taille comparable. Il s'agit d'une part des dépenses publiques d'éducation et de santé, et d'autre part des revenus de remplacement et de transfert. » p 762

#impôt #fonction #niveau

« Dans l'absolu, rien n'interdit d'imaginer une société où les impôts représenteraient les deux tiers ou les trois quarts du revenu national, à partir du moment où ils seraient prélevés d'une façon transparente, efficace et acceptée par tous, et surtout où ils seraient utilisés pour financer des besoins et des investissements jugés prioritaires, par exemple dans la formation, la santé, la culture, l'énergie propre et le développement durable. L'impôt n'est ni bon ni mauvais en soi : tout dépend de la manière dont on le prélève, et de ce que l'on en fait. » p 770

#inégalités #éducation #reproduction

« La massification de l'enseignement a-t-elle permis un renouvellement plus rapide des gagnants et des perdants de la hiérarchie des qualifications, pour une inégalité donnée ? D'après les données disponibles, la réponse semble négative : la corrélation intergénérationnelle des diplômes et des revenus du travail, qui mesure la reproduction dans le temps des hiérarchies, ne semble pas manifester de tendance à la baisse dans le long terme, et aurait même tendance à augmenter au cours de la période récente. » p 775

#diplôme #revenu #parents

« Les travaux récents ont montré que la proportion de diplômés stagnait autour de 10%-20% parmi les enfants dont les parents appartiennent aux deux quartiles les plus pauvres de la hiérarchie des revenus, alors qu'elle était passée entre 1970 et 2010 de 40% à 80% pour les enfants du quartile le plus élevé. » p 777

#amplification #inégalités #sociales #système #français #éducation

« En pratique, le système français des grandes écoles aboutit bien souvent à consacrer une dépense publique plus élevée à des étudiants issus de milieux sociaux plus favorisés, et une dépense publique plus faible aux étudiants de l'université, issus en moyenne de milieux plus modestes. Là encore, le contraste entre le discours officiel sur la méritocratie républicaine et la réalité (l'argent public amplifie l'inégalité des origines sociales) est particulièrement extrême. » p 779

#impôt #progressif #science-po #privé

« Les droits d'inscription à Sciences-Po vont actuellement de 0 euro pour les revenus les plus modestes à près de 10 000 euros pour les revenus parentaux supérieurs à 200 000 euros. Ce système a le mérite de produire des données sur les revenus (assez peu exploitées, malheureusement). Mais, par comparaison aux financements publics à la scandinave, un tel système revient grosso modo à privatiser l'usage de l'impôt progressif : ce que paient les parents aisés est consacré à leurs enfants, et non à celui des autres ; c'est évidemment leur intérêt, pas celui des autres. » p 781

#retraites #répartition #réforme

« La mise en place d'un régime unique de retraites fondé sur des compte individuels, permettant à chacun d'acquérir les mêmes droits, quelle que soit la complexité de sa trajectoire professionnelle, fait partie des réformes les plus importantes auxquelles l'Etat social a à faire face au XXI^e siècle. Un tel système permettrait à chacun de mieux anticiper ce qu'il peut attendre de la retraite par répartition, et donc aussi de mieux organiser ses choix d'épargne et d'accumulation patrimoniale, qui dans un monde de croissance faible jouera nécessairement un rôle important, aux coté du système par répartition. La retraite est le patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine, dit-on souvent. C'est exact, mais cela ne dispense pas d'essayer de faire que l'accumulation patrimoniale puisse également concerner les plus modestes. » p 786-787

#développement #impôt

« En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, le taux de prélèvement moyen était légèrement inférieur à 15% dans les années 1970 et au début des années 1980, et il est tombée à guère plus de 10% dans les années 1990-2000.

Cette évolution est préoccupante, dans la mesure où le processus de construction d'un Etat fiscal et social a été dans tous les pays aujourd'hui développés un élément essentiel du processus de modernisation et de développement. Toutes les expériences historiques suggèrent qu'avec 10%-15% du revenu national en recettes fiscales il est impossible d'aller au-delà des fonctions régaliennes traditionnelles : si l'on veut faire fonctionner correctement la police et la justice, il ne reste pas grand-chose pour financer l'éducation et la santé. » p 788-789

Chap. 14 : Repenser l'impôt progressif sur le revenu

#impôt #société

« L'impôt n'est pas une question technique. Il s'agit d'une question éminemment politique et philosophique, sans doute la première d'entre toutes. Sans impôts, il ne peut exister de destin commun et de capacité collective à agir. » p 794

#impôt #progressif #régressif #France

« Le taux global d'imposition (47% du revenu national en moyenne dans cette estimation) est d'environ 40%-45% au sein des 50% des personnes disposant des revenus les plus faibles, puis passe à environ 45%-50% parmi les 40% suivant, avant de se mettre à décliner au sein des 5% des revenus les plus élevés, et surtout des 1% les plus riches, avec à peine 35% au niveau des 0.1% les plus aisés. Pour les plus

pauvres, les taux d'imposition élevés s'expliquent par l'importance des impôts sur les consommations et des cotisations sociales (qui au total représentent les trois quarts des prélèvements en France). La légère progressivité observée à mesure que l'on s'élève dans les classes moyennes s'explique par la montée en puissance de l'impôt sur le revenu. A l'inverse, la nette régressivité constatée au sein des centiles supérieurs s'explique par l'importance prise par les revenus du capital et par le fait qu'ils échappent largement au barème progressif, ce que ne peuvent totalement compenser les impôts pesant sur le stock de capital (qui sont de loin les plus progressifs). Tout laisse à penser que cette courbe en cloche se retrouverait également dans les autres pays européens. » p 799

#mondialisation #impôt #progressif

« L'impôt progressif est une institution indispensable pour faire en sorte que chacun bénéficie de la mondialisation, et son absence de plus en plus criante peut aboutir à la remise en cause de cette dernière. » p 801

#impôt #transparence

« Un impôt, même appliqué avec des taux faibles, peut être une source de connaissance et de transparence démocratique. » p 813

#niveau #impôt

« Aucune formule mathématique ou estimation économique ne permet de savoir exactement quel taux doit être appliqué, et à partir de quel niveau de revenu il faut atteindre de tels taux. Seules la délibération collective et l'expérimentation démocratique peuvent jouer un tel rôle. Ce qui est certain, cependant, c'est que ces estimations concernent des niveaux de revenu extrêmement élevés, du type de ceux observés au niveau des 1% ou des 0.5% des revenus les plus élevés. Tout laisse à penser qu'un taux de l'ordre de 80% appliqué sur les revenus au-delà de 500 000 dollars ou 1 million de dollars non seulement ne nuirait pas à la croissance américaine, mais permettrait au contraire de mieux la répartir, et de limiter sensiblement des comportements économiquement inutiles (voire nuisibles). » p 831

Chap. 15 : Un impôt mondial sur le capital

#impôt #progressif #monde #capital #utopie

« Pour que la démocratie puisse reprendre le contrôle du capitalisme financier globalisé de ce nouveau siècle, il faut également inventer des outils nouveaux, adaptés aux défis du jour. L'outil idéal serait un impôt mondial et progressif sur le capital, accompagné d'une très grande transparence financière internationale. Une telle institution permettrait d'éviter une spirale inégalitaire sans fin et de réguler efficacement l'inquiétante dynamique de la concentration mondiale des patrimoines. Quels que soient les outils et les régulations qui seront effectivement mis en place, il importe de les évaluer à l'aune de ce système idéal. » p835-836

#paradis #fiscal #vol

« La raison la plus plausible pour laquelle les paradis fiscaux défendent le secret bancaire est que cela permet à leur client d'éviter d'avoir à faire face à leurs obligations fiscales, et à eux-mêmes de prélever une partie du bénéfice

correspondant. Le problème, évidemment, est que cela n'a strictement rien à voir avec les principes de l'économie de marché. Le droit de fixer soi-même son taux d'imposition n'existe pas. On ne peut pas s'enrichir par le libre-échange et l'intégration économique avec ses voisins, puis siphonner leur base fiscale en toute impunité. Cela s'apparente à du vol pur et simple. » p 847

#protectionnisme #transparence

« Le protectionnisme n'est pas en soi une source de richesse, et dans le fond tout le monde a intérêt au libre-échange et à l'ouverture économique. A condition toutefois que certains pays n'en profitent pas pour siphonner la base fiscale des voisins. Les accords de libre-échange et de libéralisation des mouvements de capitaux négociés depuis les années 1970-1980 auraient du imposer immédiatement l'échange automatique et systématique d'informations bancaires. Ils ne l'ont pas fait. » p 850

#impôt #progressif #politique

« Il existe plusieurs façons de régler ce problème [de l'impôt régressif sur les plus hauts revenus]. L'une consiste à intégrer dans le revenu fiscal individuel l'ensemble des revenus qui s'accumulent dans les holdings, trust funds ou sociétés dans lesquelles chacun a une participation, en proportion de sa participation. L'autre, plus simple, consiste à se fonder sur la valeur du patrimoine en question pour calculer l'impôt dû. On peut alors choisir d'appliquer un rendement forfaitaire (par exemple, 5% par an) pour estimer un revenu théorique que ce capital aurait du rapporter, et intégrer ce revenu théorique au revenu global soumis à l'impôt progressif sur le revenu. » p 855

#communisme #capitalisme #rendement #capital #impôt #progressif

« La solution suggérée par Karl Marx et de nombreux auteurs socialistes du XIXe siècle, et mise en pratique par l'Union soviétique au XXe siècle, est beaucoup plus radical et a au moins le mérite de la cohérence. En abolissant la propriété privée de l'ensemble des moyens de production, aussi bien pour les terres et l'immobilier que pour le capital industriel, financier et professionnel, à l'exception de maigres coopératives et lopins de terre individuels, c'est bien l'ensemble du rendement privé du capital qui disparaît. L'interdiction de l'usure est donc général: le taux d'exploitation, qui mesure chez Marx la part de production que s'approprie le capitaliste, devient enfin nul, et avec lui le taux de rendement privé. En ramenant le rendement du capital à zéro, l'humanité et le travailleur se libèrent enfin de leurs chaînes et des inégalités patrimoniales issus du passé. L'inégalité $r > g$ n'est plus qu'un lointain souvenir, d'autant plus que le communisme aime la croissance et le progrès technique. **Le problème, malheureusement pour les population concernées par ces expérimentations totalitaires, est que la propriété privée et l'économie de marché n'ont pas simplement pour fonction de permettre la domination des détenteurs du capital sur ceux qui n'ont que leur travail : ces institutions jouent également un rôle utile pour coordonner les actions de millions d'individus, et dont il n'est pas facile de se passer entièrement.** Les désastres humains causés par la planification centralisée l'illustrent de façon parfaitement claire.

L'impôt sur le capital permet d'apporter une réponse à la fois plus pacifique et plus efficace à ce problème éternel posé par le capital privé et son rendement. L'impôt progressif sur le patrimoine individuel est une institution qui permet à l'intérêt

général de reprendre le contrôle du capitalisme, tout en s'appuyant sur les forces de propriété privée et de la concurrence. Chaque catégorie de capital est taxée de la même façon, sans discrimination a priori, en partant du principe que les détenteur des actifs sont généralement mieux placés que la puissance publique pour décider des investissements à réaliser. » p 867

#ISF #impôt #nominal

« L'impôt sur la fortune actuellement appliqué en France est d'une certaine façon plus moderne : il se fonde sur les valeurs de marché des différents actifs, réévalués chaque année. Cela provient simplement du fait que cet impôt est une création beaucoup plus récente : il a été introduit dans les années 1980, à un moment où l'on ne pouvait pas ignorer que l'inflation – notamment sur le prix des actifs – était une réalité durable. Voici au moins un avantage d'être à contre-courant politique du reste du monde développé : cela permet parfois d'être en avance sur son temps. » p 870-871

#protectionnisme #inégalités

« Le protectionnisme, s'il est appliqué de façon massive et permanent, n'est pas en soi une source de prospérité et de création de richesses. L'expérience historique suggère qu'un pays qui se lancerait fortement et durablement dans cette voie, tout en annonçant à sa population un vigoureuse progression de ses salaires et de son niveau de vie, s'exposerait à de graves déceptions. Par ailleurs, le protectionnisme ne règle en rien l'inégalité $r > g$ ni la tendance à l'accumulation et à la concentration des patrimoines entre quelques mains à l'intérieur du pays considéré. » p 873

#immigration #redistribution

« Pour une bonne partie des 50% des Américains les moins bien payés, ces inégalités sont secondaires, pour la bonne et simple raison qu'ils sont nés dans un pays moins riche et qu'ils sont eux-mêmes dans une trajectoire nettement ascendante. Il faut souligner que ce mécanisme de redistribution par l'immigration, qui permet à des personnes issues de pays pauvres d'améliorer leur sort en rejoignant un pays riche concerne pour la décennie 2000-2010 tout autant l'Europe que les Etats-Unis. » p 880

Chap. 16 : La question de la dette publique

#impôt #dette #Etat

« Il existe deux façons principales pour un Etat de financer ses dépenses : par l'impôt, ou par la dette. D'une manière générale, l'impôt est une solution infiniment préférable, à la fois en termes de justice et d'efficacité. Le problème de la dette est qu'elle doit le plus souvent être repayée, si bien qu'elle est surtout dans l'intérêt de ceux qui ont eu les moyens de prêter à l'Etat, et à qui il aurait été préférable de faire payer des impôts. » p883

#dette #impôt #inflation #austérité

« Comment faire pour réduire significativement une dette politique importante, telle que la dette européenne actuelle ? Il existe trois méthodes principes, que l'on peut combiner dans diverses proportions : l'impôt sur le capital, l'inflation et l'austérité. L'impôt exceptionnel sur le capital privé est la solution la plus juste et la plus efficace.

A défaut, l'inflation peut jouer un rôle utile : c'est d'ailleurs ainsi que la plupart des dettes publiques importantes ont été résorbées dans l'histoire. La solution la pire, en termes de justice comme en termes d'efficacité, est une cure prolongée d'austérité. » p 885

#austérité #europe

« On peut donc espérer que l'austérité européenne pourrait se contenter de durer dix ou vingt ans (au minimum), et non pas un siècle. Ce serait tout de même bien long. On peut légitimement considérer que l'Europe a mieux à faire pour préparer son avenir dans l'économie-monde du XXI^e siècle que de consacrer plusieurs points de PIB par an d'excédent primaires à sa dette publique, alors même que les pays européens consacrent généralement moins de un point de PIB à leurs universités. » p 894

#banqueCentrale #création #monétaire #atout

« La force des banques centrales est qu'elles peuvent redistribuer des richesses très rapidement, et en principe dans des proportions infinies. Si nécessaire, une banque centrale peut en l'espace d'une seconde créer autant de milliards qu'elle le souhaite et les porter au compte d'une société ou d'un gouvernement dans le besoin. En cas d'urgence absolue (panique financière, guerre, catastrophe naturelle), cette immédiateté et cette illimitation de la création monétaire constituent des atouts irremplaçables. En particulier, jamais une administration fiscale ne pourrait aller aussi vite pour lever un impôt : il faut définir une assiette, des taux, voter une loi, recouvrer l'impôt, prévoir des possibilités de contestation, etc. » p 904

#banqueCentrale #redistribution

« Les redistributions opérées par les banques centrales sont immédiates et potentiellement infinies, mais elles peuvent également être infiniment mal ciblées (tout comme les effets de l'inflation sur les inégalités), et il est donc préférable qu'elles ne dépassent pas une certaine ampleur. » p 905

#crise #Chypre #banque #UE

« Le problème, en effet, est que les banques chypriotes n'ont pas l'argent qui figure dans leur bilan. Les sommes ont semble-t-il été investies dans des titres grecs aujourd'hui dévalués et des investissements immobiliers en partie illusoire. Fort naturellement, les autorités européennes hésitent à utiliser l'argent du contribuable européen pour renflouer les banques chypriotes sans contrepartie, surtout s'il s'agit in fine de renflouer des millionnaires russes. » p 909

#parlement #europe #impôt #monnaie #monde #régulation

« Ces impôts posent par ailleurs la question des multinationalités. Sur toutes ces questions, il est bien évident que les réponses adéquates ne peuvent être apportées qu'au niveau européen (voire mondial). La bonne solution serait donc de confier au Parlement budgétaire de la zone euro la charge de ces outils.

Tout cela est-il utopique ? Pas plus que de prétendre créer une monnaie sans Etat. A partir du moment où les pays ont renoncé à leur souveraineté monétaire, il paraît indispensable de leur redonner une souveraineté fiscale sur des sujets qui échappent désormais aux Etats-Nations, comme le taux d'intérêt de la dette publique, l'impôt

progressif sur le capital ou l'imposition des bénéfices des sociétés multinationales. »
p 921

Cf. E. Phelps, 1961, « The golden rule of accumulation : a fable for growthmen »,
American Economic Review.

#règleDOr #accumulation #capital #génération

« Dès lors que la croissance de la productivité est positive, le processus d'accumulation du capital est équilibré par la loi $\beta = s/g$. La question de l'optimum social devient alors encore plus difficile à trancher. Si l'on sait à l'avance que la productivité va croître éternellement de 1% par an, cela implique que les générations futures seront beaucoup plus prospères que les générations présentes. Est-il bien raisonnable dans ces conditions de sacrifier notre consommation présente pour accumuler des quantités inouïes de capital ? Suivant la façon dont on choisit de comparer et pondérer le bien-être des différentes générations, on peut parvenir à toutes les conclusions possibles : on peut conclure que le plus sage est de ne rien leur laisser du tout (sauf peut-être notre pollution), ou bien d'aller jusqu'à la règle d'or, ou n'importe quel point entre ces deux extrêmes. On voit là à quel point la règle d'or est d'une utilité pratique limitée. » p 928-929

#environnement #capital

« Plutôt que de s'inquiéter de la dette publique (qui est très inférieure aux patrimoines privés, et qui dans le fond peut être supprimée assez facilement), il serait plus urgent de se soucier d'augmenter notre capital éducatif et d'éviter que notre capital naturel ne se dégrade. Il s'agit d'une question autrement plus sérieuse et ardue, car il ne suffit pas d'un trait de plume (ou d'un impôt sur le capital, ce qui revient au même) pour faire disparaître l'effet de serre. En pratique, l'interrogation centrale est la suivante. Supposons que Stern ait approximativement raison et qu'il soit justifié de dépenser chaque années l'équivalent de 5% du PIB mondial pour éviter la catastrophe. Est-on bien sur que l'on sache quels investissements réaliser, et comment les organiser ? » p 936

Conclusion

« La leçon générale de notre enquête est que l'évolution dynamique d'une économie de marché et de propriété privée, laissée à elle-même, contient en son sein des forces de convergences importantes, liées notamment à la diffusion de connaissances et des qualifications, mais aussi des forces de divergence puissantes, et potentiellement menaçantes pour nos sociétés démocratiques et les valeurs de justice sociale sur lesquelles elles se fondent. » p 942

« Je ne conçois pas d'autre place pour l'économie que comme sous-discipline des sciences sociales, aux cotés de l'histoire, de la sociologie, de l'anthropologie, es sciences politiques, et de tant d'autres. [...] Je n'ai pas beaucoup l'expression « science économique », qui me semble terriblement arrogante et qui pourrait faire croire que l'économie aurait atteint une scientificité supérieure, spécifique, distincte de celle des autres sciences sociales. Je préfère nettement l'expression « économie politique, peut-être un peu vieillotte, mais qui a le mérite d'illustrer ce qui me paraît

être la seule spécificité acceptable de l'économie au sein des sciences sociales, à savoir sa visée politique, normative et morale.

Depuis ses origines, l'économie politique cherche à étudier scientifiquement, ou tout au moins rationnellement, de façon systématique et méthodique, quel doit être le rôle idéal de l'Etat dans l'organisation économique et sociale d'un pays, quelles sont les institutions et les politiques publiques nous rapprochant d'une société idéale. Cette prétention invraisemblable à étudier le bien et le mal, qui est une matière dont chaque citoyen est le spécialiste, peut faire sourire, et elle est le plus souvent usurpée, ou tout du moins exagérée. Mais en même temps elle est nécessaire, et même indispensable, car il est trop facile pour les chercheurs en sciences sociales de se placer en dehors du débat public et de la confrontation politique, de se contenter de jouer les commentateurs et les déconstructeurs de tous les discours et de toutes les statistiques. Les chercheurs en sciences sociales, comme d'ailleurs tous les intellectuels, et surtout tous les citoyens, doivent s'engager dans le débat public. Cet engagement ne peut pas se contenter de se faire au nom des grands principes abstraits (la justice, la démocratie, la paix dans le monde). Il doit s'incarner dans des choix, des institutions et des politiques précises, qu'il s'agisse de l'Etat social, des impôts ou de la dette. Tout le monde fait de la politique, à la place qui est la sienne. Il n'y a pas d'un côté une fine élite de responsables politiques, et de l'autre une armée de commentateurs et de spectateurs, tout juste bons à mettre un bulletin dans l'urne une fois tous les cinq ans. » p 945-946

« A l'inverse, les autres chercheurs en sciences sociales ne doivent pas laisser l'étude des faits économiques aux économistes, et doivent cesser de partir en courant dès qu'un chiffre apparaît, ou bien de crier à l'imposture, et de se contenter de dire que chaque chiffre est une construction sociale, ce qui bien sur est toujours vrai, mais insuffisant. Dans le fond, ces deux formes de démission reviennent au même, car elles conduisent à laisser le champ libre à d'autres. » p 947

« Il me semble que les chercheurs en sciences sociales de toutes les disciplines, les journalistes et les médiateurs de tous supports, les militants syndicaux et politiques de toutes tendances, et surtout les citoyens, devraient s'intéresser sérieusement à l'argent, à sa mesure, aux faits et aux évolutions qui l'entourent. Ceux qui en détiennent beaucoup n'oublient jamais de défendre leurs intérêts. Le refus de compter fait rarement le jeu des plus pauvres. » p 950